

Discours d'ouverture du Président de la République Sommet sur l'Energie nucléaire.

Mesdames et Messieurs les chefs d'État, de gouvernement,
Madame la Présidente de la Commission européenne,
Monsieur le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les responsables d'organisations internationales,
Mesdames, Messieurs les industriels, chercheurs,
Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités, chers amis. C'est un honneur pour la France d'accueillir aujourd'hui à Paris ce sommet international sur l'énergie nucléaire.

Si nous sommes réunis ici, représentants de gouvernements, scientifiques, industriels et sociétés civiles, c'est parce que nous partageons une conviction simple. Nous avons besoin du nucléaire car il est une source de progrès, de prospérité, d'indépendance.

Ce sommet se tient bien sûr dans un contexte particulier parce que le mot de nucléaire est associé à un conflit en cours en Iran et dans le Proche et Moyen-Orient, parce que ce sommet aussi arrive 15 ans, jour pour jour, après la catastrophe de Fukushima. Et j'ai en notre nom à tous une pensée de fraternité pour le peuple japonais endeuillé, les familles, les déplacés, les héros travailleurs, secours et ingénieurs qui ont consenti d'immenses sacrifices pour éviter le pire. En 15 ans, le monde a changé. Rien n'efface cette douleur. Elle est une exigence permanente à la sûreté, la vigilance et l'attention.

Depuis 2011, les leçons ont été tirées. Les normes, les contrôles déjà les plus sûrs ont été renforcés, les technologies ont évolué, ce qui permet de dire que l'énergie nucléaire est une énergie profondément sûre, par les garanties qu'elle apportait précédemment et par celles qui ont été encore renforcées et par la manière dont Fukushima a été gérée et la réalité du bilan humain qui s'en est suivie. Partout dans le monde, sur le continent européen aussi, nos réacteurs ont été soumis à des contrôles parmi les plus stricts de la planète. Des investissements massifs ont été faits durant les 15 années passées pour moderniser, innover, transformer.

Dans ce domaine, le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique a été clé. Je veux vous en remercier, Monsieur le Directeur général et avec vous, vos équipes. Le rôle aussi des autorités de sûreté a été clé et je veux les en remercier. Et en matière de sûreté et de sécurité, il ne saurait y avoir de nucléaire civil sans garanties. C'est cet ensemble qui a été porté par nos pays, ce corpus nouveau, alimenté par la science, proportionné, qui a permis d'avancer, de se tenir aujourd'hui avec une confiance retrouvée et pleine et entière dans le nucléaire, fort de ce bilan passé, fort du travail des dernières années de nos agences de sûreté, de nos industriels, de nos scientifiques, des investisseurs, et fort aussi du travail de l'Agence. Je l'ai évoqué en ouvrant mon propos. Vous avez mené un travail que je veux ici saluer pour éviter la prolifération. Vous l'avez mené pour alimenter les discussions avec l'Iran. Vous l'avez mené aussi pour préserver la sécurité et la sûreté du sol européen, Monsieur le Directeur général.

Et comment ici ne pas avoir une pensée et une solidarité pleine et entière réaffirmée pour nos amis ukrainiens ? Madame la Première ministre, vous le savez, les équipes de l'AIEA ont été mobilisées. Nous avons été plusieurs mobilisés depuis l'été 2022 sur la centrale ukrainienne de Zaporijia, illégalement occupée par la Russie, où à plusieurs reprises la sûreté a pu être mise en danger et où la communauté internationale s'est mobilisée, à la fois pour faire respecter votre souveraineté territoriale, mais aussi la sûreté nucléaire.

Tout ceci nous rappelle ô combien que, lorsqu'on parle de nucléaire, la question éthique toujours demeure, que ces débats doivent être éclairés par une science libre, ouverte, indépendante, et que ce que nous avons su bâtir dans nos pays à travers les autorités de sûreté est un trésor, et que ce que nous avons su bâtir à l'international, avec les instances onusiennes, et en particulier l'AIEA, est ô combien à préserver. Je le dis dans un moment où on entend parfois les volontés, un peu à l'emporte-pièce, de balayer ce système qui serait devenu caduc. Non.

Alors, quand on parle de nucléaire, ceci étant dit, et ce contexte étant rappelé, ce qui s'est passé il y a 15 ans, la complexité de ces sujets, leur sensibilité géopolitique encore pleinement contemporaine. Je le disais, le nucléaire est une source de progrès, de prospérité, parce que le nucléaire est une source d'énergie, en particulier de production d'électricité, qui permet de réconcilier trois objectifs qui sont au cœur de nos ambitions, à nous tous. Et il y a ici des représentants des pays du monde entier. Nous voulons de la compétitivité et donc une énergie produite qui soit la moins chère possible, qui permette de créer des emplois. Nous voulons résoudre les problèmes de la planète et donc baisser les émissions de CO2 en produisant cette énergie. Et nous voulons plus d'indépendance. Et on le voit dans le contexte géopolitique qui est le nôtre, combien lorsqu'on est trop dépendant des hydrocarbures, cela peut devenir un instrument de pression, voire de déstabilisation. Je remercie l'Agence internationale de l'énergie et le G7 pour le très bon pilotage des travaux en la matière et pour aider à baisser le prix des énergies fossiles ces dernières heures.

Donc le nucléaire permet de répondre à cette équation et d'apporter une réponse à ces trois sujets, parce que le nucléaire permet de produire de l'énergie en quantité, compétitive et pilotable. Et dans le mix de nos pays, la France l'a choisi et l'a réaffirmé en 2022, nous avons un mix qui repose sur l'économie d'énergie, le renouvelable et le nucléaire, parce que le nucléaire apporte une capacité à être pilotable bien plus que le renouvelable. Il est un complément de cette énergie et il apporte la décarbonation et, pour la soutenabilité de nos réseaux aussi, la possibilité de fournir de l'énergie pilotable, décarbonée, avec de la visibilité.

Le nucléaire se produit sur notre sol, il apporte donc de l'indépendance. Partout où on fournit de l'énergie, de l'électricité qui est produite à base de nucléaire, on est indépendant. Partout où on électrifie nos mobilités pour rouler à l'électrique avec un électrique décarboné produit sur notre sol, on accroît notre indépendance et on réduit les conséquences des soubresauts géopolitiques dans nos économies.

Et puis, en étant compétitif, en étant décarboné, en étant pilotable, vous l'avez parfaitement dit à l'instant, il permet également d'apporter une réponse à l'électrification de nos pratiques qui est clé pour la décarbonation de nos économies. Il permet de répondre aussi aux défis de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies qui sont ô combien gourmandes en électricité. Je le dis parce que c'est un des dilemmes que le monde va avoir. On veut tous développer du quantique, de l'intelligence artificielle et on veut tous rester compétitifs et on veut tous répondre aux objectifs de décarbonation de nos économies. Mais partout dans le monde où on veut créer de l'intelligence artificielle, des capacités de calcul avec une énergie qui n'est pas encore là ou avec plus d'énergie fossile ou avec du nouveau forage qui crée des émissions, on ne réduit pas ce dilemme, on l'aggrave. En France, l'année dernière, on a exporté 90 térawattheures d'électricité décarbonée. Grâce à notre parc nucléaire, on a la possibilité d'ouvrir des data centers, des capacités de calcul, d'être au cœur du défi de l'intelligence artificielle avec de l'énergie pilotable, décarbonée disponible, ce qui est une chance.

Pour toutes ces raisons, le nucléaire est la clé. Sans nucléaire, nous ne pourrions pas tenir dans nos économies l'objectif de décarbonation et la neutralité carbone en 2050, tout en continuant de créer des emplois et en ayant cette énergie pilotable et abondante. C'est pour ça que je voulais insister, c'est le cas dans le mix énergétique français, c'est le cas dans le mix européen, c'est le cas à l'échelle mondiale. Le nucléaire est clé pour réconcilier à la fois l'indépendance et donc la souveraineté énergétique, la décarbonation et donc la neutralité carbone à horizon 2050, et la compétitivité et donc la création d'emplois de nos économies.

Le nucléaire français a permis cela. Nous avons aujourd'hui une base installée que nous avons modernisée durant ces 15 dernières années par des projets d'investissement inédits. Nous avons réorganisé la filière. Nous sommes aujourd'hui dans une situation d'ailleurs très différente de celle de 2022 parce que le parc produit à plein, avec ses capacités même d'export. Et nous avons décidé six nouveaux EPR2 et nous avons aussi la programmation de huit autres à venir. Et nous tiendrons dans deux jours un conseil de politique nucléaire qui permettra d'acter de nouvelles décisions sur la base de la programmation pluriannuelle de l'énergie approuvée le 12 février dernier. Les choses avancent comme il se doit et c'est ainsi que nous pourrions collectivement progresser.

Fort de tout cela, l'heure est à l'action. Si on part de ce constat clair, nous devons tous agir et je voulais juste revenir sur quelques axes d'action. Le premier, c'est que nous avons dans le monde des centrales qui fonctionnent et il faut les faire fonctionner. 10 % de la production mondiale de l'électricité repose sur le nucléaire civil avec environ 450 réacteurs en exploitation. Le premier objectif doit être de continuer à améliorer l'exploitation de celles-ci, de renforcer leur sûreté, leur sécurité, de continuer à investir. C'est le programme qu'a fait la France ces 15 dernières années. C'est rentable, c'est pertinent, ça doit continuer d'avancer. Et au-delà des réacteurs en exploitation, on a près de 70 réacteurs qui sont en cours de construction et plus de 115 autres projets qui sont à l'étude. Et donc investir pour rénover, améliorer la performance et la sûreté et investir sur les projets en cours, premier axe.

Le deuxième axe, c'est de continuer de monter en cadence et pour cela de standardiser. C'est un axe fondamental si on veut gagner en compétitivité dans la filière. Standardiser entre nos pays pour faciliter le développement de réacteurs communs entre nos pays, je pense notamment aux petits réacteurs modulaires, nous pourrions avoir des gains économiques que si nous pouvons répliquer les réacteurs à l'identique entre nos pays. Partout où on standardise, on évite de faire des prototypes à répétition. Je dis ça, c'est l'expérience qu'on a tirée nous-mêmes de notre propre passé et des erreurs qu'on a pu commettre. On ne peut pas être rentable et compétitif si on fait à chaque fois un nouveau prototype. Donc il faut standardiser, standardiser entre nos pays, standardiser entre les différents constructeurs au maximum pour bâtir là aussi des standards en termes de capacité, standardiser entre les énergéticiens et entre les pays. C'est un élément clé pour réduire les coûts, réduire les délais et nous assurer que le nucléaire sera au rendez-vous de la transition énergétique. C'est un élément clé pour accélérer et baisser les coûts pour nos sociétés.

Pour cela, les autorités de sûreté doivent poursuivre le travail déjà largement engagé au sein de l'AIEA afin d'harmoniser les standards de sûreté. Au-delà des normes, ce sont les pratiques en matière d'autorisation, de contrôle, d'interprétation des normes qu'il faut là aussi faire évoluer. J'en appelle à l'AEN qui joue un rôle central. Enfin, c'est sur vous, industriels, que reposent aussi ces enjeux. Il est nécessaire de davantage coopérer. Certains secteurs ont su le faire pour permettre ces standardisations. Si on prend l'aéronautique, l'aéronautique a su historiquement bâtir des standards, développer ces coopérations qui ont été ô combien utiles.

Le troisième axe, c'est le financement. Nous devons arriver à mieux financer ces projets, qu'ils soient du nucléaire classique ou innovant. Je le dis parce que nous revenons d'un monde, il y a cinq, six ans, où nous avons méthodiquement tout construit pour que rien ne puisse financer le nucléaire. D'ailleurs, nous, Européens, nous avons été champions en la matière. On avait méthodiquement tout fait pour que nos banques, nos assurances ne puissent jamais financer le nucléaire. Nous n'étions pas d'accord entre nous, donc il n'y avait pas de neutralité technologique dans nos règles de financement. Donc on revient de très loin. On a été très mauvais. Mais il y a une confiance qui est revenue, il y a une lucidité scientifique qui s'est établie, je viens de la rappeler. Sans nucléaire, on ne peut pas rester compétitif et décarboné. Donc maintenant, il faut remobiliser notre finance.

Alors en France, on l'a fait avec France 2030, qui est au cœur du financement de l'innovation pour créer les réacteurs de demain. La caisse des dépôts, qui est très mobilisée également. On l'a refait ces dernières années en remettant de la neutralité technologique dans nos règles, Madame la Présidente et chers collègues. Ainsi, la Banque européenne d'investissement a confirmé son soutien à l'énergie nucléaire à travers plusieurs projets, pour n'en citer qu'un, 400 millions d'euros pour le projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'Orano. C'est un début et nous, on souhaite aller encore plus vite et plus loin. Donc on a besoin de continuer de mobiliser ces financements et de continuer à mobiliser les financements privés. A ce titre, je me félicite que des grands financeurs privés, des grands fonds internationaux vont vers le nucléaire, parce qu'il y a de la rentabilité, mais je pense que nous devrions nous réveiller pour que les banques et les assureurs aillent davantage vers le nucléaire. Personne ne peut ignorer ce qui s'est passé il y a quelques mois en Grande-Bretagne, ce qui est une chance formidable. Le grand projet auquel l'EDF participe, ô combien, a été largement financé, permettant d'alléger d'ailleurs les bilans des entreprises qui y participent. Mais il est largement financé par des opérateurs de marché anglo-saxons. Et à cause de nos régulations, on n'y trouve pas les acteurs de marché classiques du financement de nos économies que sont les banques et les assurances. Donc on devrait collectivement se réveiller pour être plus cohérents sur nos règles.

Donc j'appelle chaque acteur, public et privé, à prendre sa part pour continuer de mobiliser les investissements en la matière. A ce titre, je salue les engagements qui sont pris dans les déclarations des institutions financières pour ce sommet. J'appelle aussi les banques et les fonds d'investissement qui doivent faire un effort, le capital-risque, pour les projets les plus risqués jusqu'au schéma les plus classiques, comme c'est très bien fait, au Royaume-Uni.

Je pense que nous, Européens, nous devons aller encore un cran plus loin. Depuis quelques années, le nucléaire est mieux intégré dans les législations et les stratégies européennes, et je veux vous en remercier, Madame la Présidente, chère Ursula. La semaine dernière encore, dans le règlement accélérateur industriel, ce fut le cas. C'est une avancée majeure, indispensable, qui va vers la neutralité technologique dont nous avons besoin. Je salue aussi l'inclusion partielle du nucléaire dans la taxonomie européenne des investissements, qui a été une étape importante. Mais nous devons aller un cran plus loin en incluant la totalité du cycle dans cette neutralité technologique, de la fabrication du combustible à son retraitement. Or, aujourd'hui, l'amont et l'aval étant encore exclus, nous ne sommes pas totalement dans la neutralité technologique, et nous ne pouvons pas totalement être dans l'efficacité de nos financements.

Nous devons aller aussi plus loin vers la neutralité technologique que j'évoquais. Les aides d'État, les mécanismes de soutien doivent être pleinement consolidés dans notre cadre européen pour assurer la réussite des projets nucléaires, du nouveau nucléaire aux SMR, au même titre que les énergies renouvelables. La neutralité technologique est clé en la matière.

Le quatrième axe, c'est qu'il nous faut bâtir des grands projets, mutualiser, financer, créer de l'interconnexion, et là, l'Europe est essentielle. Et nous avons besoin d'un grand projet important d'intérêt européen commun, le fameux IPCEI, au niveau européen pour le nucléaire. Comme on a su le faire sur l'hydrogène, sur les batteries, nous devons mobiliser des grands projets d'intérêt européen commun pour financer le nucléaire, et en particulier pour financer les SMR. Ces small modular reactors sont une opportunité en Europe pour inventer et explorer de nouvelles pratiques. La concurrence est extrême. Nos amis américains, canadiens, chinois sont à la pointe de ces innovations, accélèrent. Les Européens doivent rester dans la course. Nous les soutenons au niveau national à travers France 2030. Nos grands acteurs industriels les soutiennent. Je suis d'ailleurs heureux d'annoncer aujourd'hui l'avancée de plusieurs projets. Calogena et Jimmy, qui visent à déployer des réacteurs produisant de la chaleur, bénéficieront de financements complémentaires dans France 2030 pour accélérer. Et puis les projets comme NUWARD portés par EDF, là aussi vont se consolider et sont à la pointe de notre ambition. Et de nombreux autres projets se développent autour de la fermeture du cycle ou des projets avancés. Cette dynamique existe sur le continent européen. Nous avons besoin de l'accélérer et nous avons besoin d'un IPCEI sur le nucléaire. C'est clé.

Le cinquième axe, ce sont les réseaux. L'énergie nucléaire doit servir à bâtir cette Europe de l'énergie et de réseaux électriques, que nous appelons de nos vœux, en créant de vraies connexions transfrontalières, en améliorant aussi le niveau de qualité des réseaux européens tels qu'ils existent. Parce que l'énergie est restée une compétence nationale, elle n'était pas dans le marché commun historiquement. On a laissé nos réseaux d'infrastructures électriques dans une situation très hétérogène en Europe. Certains sont parfaitement intégrés. Alors la France, avec sa tradition jacobine, qui parfois a des grands avantages, on a un réseau très centralisé, très intégré et donc efficace, c'est une chance. On a d'autres pays qui sont plus fédéraux où il y a plusieurs réseaux dans le pays. Puis on a des vrais défauts d'interconnexion entre nos pays.

Au fond, ce dont on a besoin pour développer le nucléaire et pour que le nucléaire nourrisse le mix électrique européen qui permet de réconcilier compétitivité, climat, souveraineté, c'est de créer un marché de la libre circulation des électrons décarbonés. On a su le faire pour les personnes et les entreprises, il faut le faire pour les électrons, ce n'est pas compliqué. Au fond, que ces électrons décarbonés soient produits avec de l'éolien en mer au large de la Belgique, avec du solaire en Grèce ou avec du nucléaire en France, on s'en fiche. Le tout, c'est qu'ils puissent circuler librement de manière optimisée pour pouvoir nourrir le mix électrique. Les réseaux, c'est un point clé pour notre Europe. C'est une réflexion que nous avons lancée avec l'Allemagne et la Pologne, il faut maintenant l'accélérer.

Le sixième axe, c'est plus de coopération internationale, en particulier pour la production de combustibles et la fermeture du cycle. On était pris à partie tout à l'heure par des militants sur encore les dépendances qui existent à l'égard de la Russie. C'est vrai pour l'uranium. Raphaël me rappelait que c'est 40 % de la production mondiale, alors il y a ici beaucoup de pays qui produisent aussi et que je veux saluer. La Mongolie, le Kazakhstan sont là, ce sont des pays qui ont ouvert leur production et qui, s'ajoutant au Canada, à l'Australie, à l'Ouzbékistan et beaucoup d'autres, ont des réserves d'uranium. Mais on doit coopérer au niveau international pour avancer sur ce point, pour diversifier notre approvisionnement, c'est absolument clé, et sécuriser nos approvisionnements en uranium pour être moins dépendants des soubresauts géopolitiques.

On doit aussi continuer à investir et innover pour enrichir davantage. Là-dessus, la France, aux côtés de ses partenaires du G7, s'est engagée à accroître ses propres capacités d'enrichissement de l'uranium. Orano a initié l'extension de son usine d'enrichissement afin d'augmenter ses capacités de production de 30 %, renforcer la souveraineté énergétique des pays occidentaux. D'autres projets doivent aussi émerger, et c'est absolument clé, et les capacités d'enrichissement doivent aussi être soutenues par, justement, des coopérations nouvelles, et la coopération entre Orano et le département d'État américain sur le projet IKE, qui est, à cet égard, un élément clé.

C'est aussi pour ça qu'il faut continuer de financer nos projets de fermeture du cycle et de recyclage du combustible, pour moins consommer d'uranium naturel, pour, à terme, nous en affranchir. La fermeture du cycle doit rester un objectif de nos grands projets innovants, et c'est absolument clé, là aussi. Et il faut continuer de coopérer. Le Japon, la Corée du Sud sont des pays clés en la matière, et les Européens veulent continuer ces partenariats avec eux. Ça, c'est un axe absolument fondamental. Mais donc, plus de coopération internationale pour diversifier nos approvisionnements, pour continuer d'améliorer notre enrichissement de l'uranium, et pour fermer le cycle.

Notre septième axe d'effort, c'est la supply chain. Nous avons noué des partenariats nombreux. L'Alliance européenne nucléaire a été une construction importante de ces dernières années, et je remercie les initiateurs et les acteurs. Il y a de la compétition, évidemment, entre les grands industriels, mais on a besoin de consolider, au fond, une chaîne européenne industrielle. C'est clé. C'est un peu le jumeau de la standardisation que j'évoquais comme point d'effort tout à l'heure. Mais cette supply chain européenne est clé si on veut développer de l'emploi partout en Europe grâce au nucléaire, si on veut gagner en compétitivité, et si on veut structurer aussi toute une chaîne de sous-traitants dont on a ô combien besoin.

Ce qui va avec un huitième axe d'effort qui est la question de la formation des métiers de l'attractivité. Tout ce qu'on se dit-là ne peut réussir que si on continue, ou plutôt on réamorce la pompe de l'attractivité des métiers du nucléaire, de l'embauche des plus jeunes et de leur capacité à avoir des carrières dans la filière. Je remercie l'ensemble des acteurs de la filière qui sont mobilisés à ce titre, mais on doit réussir à mieux collaborer, réussir à attirer les plus jeunes, former et montrer que les métiers du nucléaire sont des métiers d'avenir dans tous nos pays. 250 000 emplois hautement qualifiés de compétitivité pour la filière nucléaire, environ 900 000 en Europe d'après une étude de Nucléar Europe. Nous allons devoir passer à 1 400 000 dans les prochaines années en Europe en termes d'emplois. Pour la France, ce sont plus de 100 000 personnes que nous devons recruter au moins dans les dix ans à venir. Ce qui veut dire que pour tous les jeunes qui nous écoutent aujourd'hui, il y a des emplois dans le nucléaire aujourd'hui, il y en aura demain. Il y aura des carrières dans le nucléaire, il y aura de la production dans des métiers qui se sont profondément transformés et qui permettent des progressions de carrière remarquables. Donc nous avons là aussi besoin de coopérer pour pouvoir attirer ces plus jeunes, les former, construire des carrières pour le nucléaire, qu'il s'agisse de nos grands industriels ou de leurs partenaires et de l'ensemble des filières.

Le dernier axe d'effort, c'est enfin la recherche et la recherche et développement. Nous voulons rester à la pointe, financer des projets, les projets sur la sûreté, la fermeture du cycle, les petits réacteurs modulaires. Ils sont clés et doivent continuer à alimenter nos grands axes d'effort public et public-privé. Nous sommes aussi attachés à nos projets historiques. Je veux saluer les femmes et les hommes qui font vivre le projet ITER à Cadarache, qui nourrit l'espoir d'un progrès concret. Nous croyons dans ces efforts et nous allons les maintenir. Nous voulons continuer d'attirer et de former les meilleurs chercheurs en la matière. Je veux saluer ici la force du CEA, notre centre de recherche en France sur le sujet, mais aussi tous nos autres organismes de recherche pleinement mobilisés, en particulier le CNRS et nos grandes universités, et saluer les grands centres de recherche et universités en Europe, partout dans le monde, qui sont mobilisés sur ces questions, et dire combien, là aussi, pour avancer sur le nucléaire, nous avons besoin d'une science libre, indépendante, ouverte, celle que nous avons portée il y a un an avec la présidente Von der Leyen à la Sorbonne pour le programme Choose Europe for Science, et qui est ô combien nécessaire pour le nucléaire. Parce que cette science, elle doit être partagée par toutes et tous, et ça reboucle avec mon point initial, c'est toujours une question éthique qui est au cœur du nucléaire. Pour être à la hauteur de cette question éthique, elle doit toujours être éclairée par la science. Cette science doit alimenter les décisions des gouvernements, les choix et les innovations des industriels, mais cette science doit être aussi ouverte pour pouvoir être consultée par nos concitoyens, pour pouvoir être consultée par d'autres scientifiques, pour nourrir les controverses, permettre parfois certaines décisions, parfois arrêter certains projets à la lumière de la science, ou les réorienter. Parce que la science libre et ouverte est la garantie des progrès technologiques qui sont au service de l'humanité.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les quelques convictions que je voulais partager avec vous et ces axes d'efforts auxquels je crois pour notre nucléaire à l'échelle internationale, et tout particulièrement pour nous européens. Au fond, je voulais vous remercier d'être là aujourd'hui. Il y a 15 ans, nous étions au moment d'un drame, dans l'émotion. Nous avons su tous ensemble nous en relever en prenant les bonnes décisions, en n'oubliant rien, en ayant cette pensée affectueuse et grave pour nos amis japonais aujourd'hui, mais en regardant tout le chemin parcouru et en voyant aujourd'hui le nucléaire comme un véritable secteur d'avenir pour nos énergies, nos sociétés, nos pays. Merci à tous.